

De l'Histoire et géographie l'Histoire, géographie Le monde au XX^e siècle

Guy Mandon

Inspecteur général de l'Éducation nationale

Les étudiants de la voie scientifique des classes préparatoires Économiques et Commerciales sont donc, depuis la rentrée 2004, confrontés à un nouveau programme d'histoire et géographie. Changement qui n'en est point un pour eux et n'a donc pas le retentissement qu'il a pour leurs professeurs qui, en même temps qu'ils le mettent en œuvre, en mesurent peu à peu tous les enjeux nouveaux après en avoir été, par leur association, pour une bonne part les promoteurs. On n'effectue d'ailleurs pas des choix aussi nouveaux sans qu'ils n'entérinent les données d'une évolution préparée à travers l'approche novatrice du programme précédent. En outre, ce nouveau programme est l'aboutissement d'un long travail qui a réuni, autour de l'Inspection Générale, Présidents de jury de concours et représentants des professeurs à partir d'une interrogation centrale : *comment l'histoire, la géographie et la géopolitique peuvent-elles contribuer à construire un outil d'intelligibilité du monde, indispensable à de futurs acteurs majeurs de la société dont les responsabilités seront souvent décisives une fois acquis, en*

École, les métier et savoir-faire qui fonderont leur statut ?

De cette réflexion est sortie l'idée d'une profonde réforme dont les enjeux sont à considérer à travers trois questions :

- quel est le contenu de ce nouveau programme ?
- que signifie l'introduction du recours à la démarche géopolitique ?
- quelles conséquences dans l'organisation du travail personnel ?

Un objet : le monde au XX^e siècle se décline en quatre modules

S'il est un objet qui interroge aujourd'hui l'ensemble de nos sociétés, c'est bien celui de la *mondialisation*.

A son sujet, on se pose en général deux types de questions :

- l'une, plus spécifiquement **temporelle**, porte sur l'essence même

du phénomène : quand nous évoquons l'idée de "mondialisation" : parlons-nous d'un **phénomène nouveau**, spécifique de la fin du XX^e siècle où apparaît ce terme ? Du point d'arrivée d'un processus long ? Ou de la répétition d'autres situations identiques antérieures ?

- l'autre, plus **géographique**, nous conduit à une étude du globe (ou à peu près) pour en saisir les dynamiques profondes, les hommes, les espaces et les territoires qui les portent : quelle lecture permet-elle de **l'organisation du globe et quel système monde en émerge** ? Comment les différents États et continents s'y inscrivent-ils ? Sur quelles bases ?

Apparemment, l'organisation en modules partage (inégalement) la tâche : un module-et-demi pour l'histoire, deux-et-demi pour la géographie. Nous allons voir que rien n'est aussi simple pour deux raisons :

- l'histoire et géographie n'est pas l'addition mais la combinaison de deux disciplines
- la démarche géopolitique est là, non pour une troisième voie de compréhension, mais pour donner

aphie économiques à e et géopolitique : le

plus de cohérence encore à l'étude du mouvement des sociétés dans le temps et l'espace dans lesquels elles se meuvent.

Le module 1 s'interroge sur l'évolution du monde jusqu'au troisième quart du XX^e siècle sous le signe de l' "internationalisation"

On pourrait intituler ce premier module "le monde avant la mondialisation" ou, mieux "le monde avant le Monde", d'un espace mesurable à un lieu défini (d'où la majuscule). *Quoi ?* vont sursauter certains. *Mais on nous a déjà, au tout début de l'année, parlé de "Première mondialisation !"*. Qu'ils se rassurent : nous sommes ici dans le débat, non dans l'anathème.

Peut-être ont-ils aussi lu un ouvrage aussi concis qu'intelligent, le beau travail de Suzanne Berger, *Notre première mondialisation*⁽¹⁾ à propos du monde de 1900. En effet, de même qu'on évoque souvent une première, deuxième ou troisième révolution industrielle, l'habitude s'installe doucement d'évoquer plusieurs mondialisations. S. Ber-

ger appuie sa démonstration sur l'intensité des échanges qui, au long des grands réseaux que le dernier quart du XIX^e a construits autour du globe, portent des flux d'hommes et de capitaux proportionnellement plus conséquents qu'aujourd'hui, mais aussi de marchandises². La construction des empires, le fonctionnement des mouvements monétaires semblent aller dans le même sens.

Si tel n'a pas été le choix du programme, ce n'est pas que ses concepteurs nient ces réalités. Ce n'est même pas d'ailleurs qu'ils ne recommandent pas ce débat. Mais, à leurs yeux, ces réalités relèvent d'une organisation qui met en jeu des États qui, tout en s'ouvrant, contrôlent encore ces flux, les mesurent via les balances commerciales, et en font volontiers des armes pour la guerre commerciale. Tout ceci définit le concept **d'internationalisation** où le jeu des politi-

ques des États commande, notamment pour négocier les politiques commerciales.

Le programme met ensuite en évidence la grande rupture qui court des années 1910 aux années 1970. Car l'internationalisation est alors brisée par une série d'événements : la Première Guerre mondiale qui détruit les grands équilibres sur lesquels reposaient ces échanges et plus encore les traités de paix qui en résultent. Ceux-ci bouleversent la carte du monde, fragmentent les grands Empires et font naître de nouveaux États qui, peinant à trouver leur place, sont d'autant plus condamnés au repli que c'est l'attitude que prend le plus grand d'entre eux, les États-Unis. Et la naissance de l'URSS constitue un fait majeur. Fruit de ces déséquilibres non résolus et nouvelle étape sur le chemin de la fragmentation de l'économie mondiale, la Crise de 1929 divise le monde en blocs économi-

(1) Suzanne Berger : *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec*, Le Seuil, 2004.

(2) On lira avec beaucoup d'intérêt, à ce sujet, un ouvrage riche et facile d'accès : Daniel Cohen, *La mondialisation et ses ennemis*, Grasset, 2004.

ques et monétaires sur lesquels se construit un protectionnisme agressif et où se réduisent massivement des échanges dans un monde qui tourne le dos au multilatéralisme.

En revanche, le grand acteur est bien à l'abri de ces dispositifs frontaliers et protectionnistes : l'État. Libéré de la contrainte externe (au moins pour partie), prêt à faire de sa monnaie un outil de compétition, il approfondit alors la fonction qu'il avait balbutiée durant la Grande guerre : celle de mobiliser les énergies pour conduire l'effort collectif contre la crise. Les politiques économiques, si elles méritent peu à peu ce nom, sont d'abord affaire d'empirisme et de choix idéologiques, qu'elles résultent d'un dirigisme militariste, d'une planification autoritaire ou d'un rééquilibrage du rôle de l'État et du marché dans le compromis néo-libéral. Et la Seconde Guerre mondiale constitue la phase décisive de l'installation de l'État dans ses nouvelles fonctions. Le changement le plus significatif est bien ici du côté de la démocratie libérale où s'affirme la volonté des dirigeants (et on pense ici au tandem Churchill-Beveridge) d'asseoir toujours plus solidement la démocratie sur des objectifs de justice sociale qui ne sont pas que le fruit de bons sentiments. Ils reposent sur la conviction qu'il n'est ni d'efficacité politique dans la guerre ni économique dans la paix sans cohésion sociale. La Guerre froide et la compétition idéologique qu'elle engage renforcent encore la congruence de l'objectif.

Durant le quart de siècle de croissance qui suit le rétablissement pro-

gressif des échanges internationaux s'effectue pour plus des deux tiers dans le "Monde libre" conformément à la conviction affirmée dès le préambule de Bretton Woods qu'il n'est de croissance ni de paix que dans la liberté des échanges. Mais il ne s'agit pas d'un simple effet de symétrie même si on retrouve, sur le plan commercial, en 1970 le taux d'ouverture de 1914³ : d'abord parce que ces échanges ne concernent qu'assez peu le CAEM où ils sont au service de la croissance soviétique, et sont marginaux dans un Sud où les grands États optent pour le protectionnisme autocentré ; ensuite parce que, parallèlement aux échanges internationaux qui mettent en jeu les États, de nouvelles entités se sont développées : les multinationales qui obéissent à d'autres logiques. Et surtout, cette ouverture mesurée ne prive pas les États de tous leurs moyens :

- ni à l'Ouest où s'approfondit l'État-providence, ce qui fait de la société de consommation le centre de la croissance, de la répartition des gains de productivité le stimulant de la demande ; tout cela s'exprimant par l'ampleur des changements qu'incarne pour les Français le temps des Trente Glorieuses⁴ écartant le spectre de la surproduction tant redoutée ;
- ni à l'Est où, au contraire, c'est la tension permanente créée par la pénurie qui constitue le défi d'autant plus difficile à surmonter que l'effort militaire et son corollaire, la croissance de l'industrie lourde, mobilisent les énergies ;
- ni dans le Tiers-Monde, enfin, où il s'agit bien de se doter des structures capables de pérenniser dans

le développement des croissances souvent aléatoires.

Au delà de la diversité des résultats, il y a pourtant la même conviction sur la capacité des États, armés des acquis de la science économique triomphante, d'être en mesure de bâtir le destin de leurs peuples. Tout autre est l'approche du dernier quart du XX^e siècle.

Genèse de la Mondialisation : le dernier quart du XX^e siècle

Sur ce thème, le deuxième module ouvre pour les étudiants deux grands débats qui devraient les passionner :

D'abord la genèse de la mondialisation dans le cadre historique du dernier quart du XX^e siècle.

Là où nous avons retenu une approche ternaire du monde (les trois croissances), nous voyons apparaître une globalisation qui aligne l'ensemble du monde dans l'économie de marché. Retour à la réalité des années 1900 ? Non. D'abord parce qu'à l'opposé de ce qui se passe à la fin du XIX^e siècle, c'est d'abord de la destruction des anciennes régulations que résulte ce mouvement. C'est l'idée de déconstruction, si chère à cette époque, qui semble s'imposer ici : dans les deux décennies 1970 et 1980, une crise générale emporte toutes les régulations et les organisations antérieures. Certes, la crise du monde capitaliste est la première, apparemment la plus spectaculaire dans ses manifestations et sa conséquence : la rupture avec le compromis néo-libéral⁵ qui triomphe au début des années quatre-vingt. Les barrières qui freinaient la toute puissance du marché cèdent partout : C'est le temps des "dé" : dérégulation, dénationalisation, désyndicalisation etc... des big-bangs et autres, d'abord sensibles dans l'Angleterre où le thatchérisme tranche avec la tradition britannique. C'est aussi la fin apparente des politiques économiques : la stagflation ruine les solutions keynésiennes des années

(3) Soit entre 10 et 12% si l'on prend pour base le mode de calcul $\frac{\text{Exports} + \text{Imports}}{2} / \text{PMB}$.

(4) Faut-il ici répéter que l'ouvrage de Fourastié est moins une étude de la croissance économique que du changement social et du bouleversement des conditions de vie des Français, notamment par l'uniformisation des standards urbains et ruraux de consommation.

(5) On conservera l'adjectif "néo-libéral" pour définir le compromis keynésien entre État et marché et l'on parlera de "nouveau libéralisme" pour qualifier le retour des théories smithiennes à travers l'École de Chicago.

soixante-dix et les verdicts de l'École de Chicago instruisent le dossier de la culpabilité de l'État impotent, brouillon et démobilisateur, tandis que la nouvelle politique américaine transforme la donne monétaire. Ainsi apparaît une configuration dont la démocratie a peine à intégrer les effets à l'Ouest : comme le souligne Fitoussi⁶, en Europe d'abord, le choix politique doit s'effacer devant la règle édictée par le marché qui proscriit toute inflation, même modérée, ordonne à l'État de se retirer sur l'Aventin et fait de la compétitivité la justification de la remise en question d'un système de protection sociale qui avait su rendre en efficacité à la croissance ce qu'elle lui avait donné de cohésion : il faudra désormais demander aux démocraties de faire avec leur poison le plus mortel : le chômage. Qu'on se souvienne de la phrase de Georges Pompidou en 1972⁷ et l'on comprendra comment en France, depuis 25 ans, jamais majorité n'a pu prendre racine.

Côté soviétique, le choc est plus tardif et contribue d'ailleurs au malaise occidental. La chance de Reagan, c'est la peur qu'inspire le dynamisme de l'Armée rouge vers 1980. Pourtant, le retournement est d'une ampleur peu attendue : c'est ici l'implosion sur laquelle débouche un processus de dix années au cœur duquel se trouve l'échec de la Perestroïka de Gorbatchev, acculé à la fois au défi militaro-économique imposé par les États-Unis et à des circonstances politiques dont les récents débats sur le rôle de Jean-Paul II ont rappelé l'importance.

Quant au Tiers-Monde, il n'existe plus dans les années 1980 : quoi de commun désormais entre la croissance-développement asiatique, les écarts de la croissance inflationniste et inégalitaire d'Amérique latine ou encore l'approfondissement du mouvement de subsidence qui touche l'Afrique ? L'abandon, à de rares exceptions près, des modèles dont on attendait qu'ils les fassent rattraper à pas de géant les pays riches illustre aussi cet état de fait.

C'est d'ailleurs le moment où ce rattrapage prend le plus de sens, que s'affirment les pays **émergents**, composante incontournable de la mondialisation, qui précipite les difficultés de l'Ouest. La chute du Mur est bien ici un tournant : à partir d'elle, c'est à une vaste restructuration de l'économie mondiale que commande partout la règle libérale du marché sous l'égide américaine : **émergence** au Sud, **transition** à l'Est, et partout **déréglementation**.

Cette uniformité apparente ne peut faire parier ni pour un monde équitable, ni juste, ni paisible. La **Mondialisation** peut bien créer des horizons nouveaux, fabriquer de la croissance, elle est bien vécue comme une atteinte potentielle à l'identité et au statut de chacun. Du coup dans ce monde libéré de l'angoisse de la Guerre froide, c'est une autre peur qu'il faut vivre : celle née du sentiment d'avoir à affronter des forces nouvelles et des risques non mesurables. La réflexion qui clôt le module sur l'altermondialisation d'une part, le souci du développement durable de l'autre, est une puissante invite à une réflexion seraine. Nous allons y revenir.

Entre temps, il s'agit d'évoquer les acteurs et les enjeux de la mondialisation. Dans le premier cas deux acteurs essentiels, l'un est constitué par la nouvelle organisation spatiale qui fait peser d'un poids tout particulier les **métropoles**. Leur poussée spectaculaire a bien des origines mais rappelle toujours une leçon-clef de la géographie : la circulation, en s'intensifiant, génère plus la polarisation que la répartition et plus de déséquilibres que d'harmonisation. Encore faut-il opposer aux métropoles du Nord, et à leur pouvoir organisateur, des

villes que l'explosion urbaine a produites au Sud.

Autre acteur central dont l'action se déroule dans les plis mêmes de l'espace où elle construit ses territoires : **l'entreprise**. Sa place ici nous paraît liée à l'évidente reconnaissance de l'identité de la filière Économique et commerciale. Nous n'avons pas voulu pour autant la conduire en termes qui inviteraient à des études exagérément nomenclaturales. En choisissant **l'étude de cas** pour l'aborder, on fera émerger ses réalités à partir d'approches spécifiques à nos disciplines : une entreprise est fille et révélatrice de son temps et se construit avec lui, même si elle est lieu d'innovation. Ce serait une des belles manières d'appréhender ce programme que de se donner pour objectif de suivre, du début du XX^e siècle au milieu des années 2000, une de ces entreprises phares et de voir comment s'y répercutent les réalités mondiales et nationales. Nous avons aussi voulu souligner le contenu humain de l'entreprise, cadre d'une grande aventure pour les uns, de naufrage pour d'autres, mais toujours lieu de mise en œuvre de ressources humaines dont la prise en compte est un levier fondamental. A ceci doit s'ajouter la relation de l'entreprise avec le monde, à grande ou petite échelle, de la PME à la firme mondiale : c'est le sens de l'étude du territoire de l'entreprise cadre d'une stratégie appropriée.

Voilà donc la trame des deux premiers modules. On notera que la **France** y est, à chaque instant, présente. C'est un choix qui se trouve fondé sur deux objectifs : le premier est de permettre à chacun d'avoir une bonne connaissance de l'histoire originale de la croissance de notre pays et de son modèle social :

(6) Jean-Paul Fitoussi, *La Règle et le Choix, le Seuil 2002. On lira avec profit son dernier ouvrage La politique de l'impuissance, Arléa 2005, même si les dialogues avec J-C. Guillebaud n'apportent pas beaucoup à l'ouvrage.*

(7) "Aucun gouvernement ne peut gagner une élection avec 500 000 chômeurs".

cette connaissance nous paraissait indispensable à acquérir dès la première année car, du même coup – et c’est le second objectif – la référence avec ce qui se passe dans le monde peut sans arrêt être construite sur un plan historique aussi bien que géographique. Dès lors, elle pouvait ne pas être présente explicitement en seconde année mais servir d’exemple, notamment pour illustrer l’Union Européenne.

Le globe en continents

On comprendra que nous passions un peu plus vite sur la deuxième année pour éviter ici une étude trop longue et donc à peu près illisible !

Quelques remarques pourtant s’imposent. Cette approche met, en effet, en question l’organisation de ce “monde mondial”. Nous avons ici opéré un changement profond dans trois sens :

D’abord en mettant le monde dans sa totalité sous l’œil des étudiants depuis le début du XX^e siècle. C’est bien cela le sens du chapitre qui ouvre le programme. Non dans un résumé de l’épisode précédent mais bien la confrontation d’une série de cartes qu’il faudra construire : celle des niveaux de développement que l’on peut réaliser à travers Bairoch⁸, celle des flux d’hommes, de marchandises, de capitaux et des “stocks” qu’il en résulte. La carte de la colonisation fait d’ailleurs percevoir le caractère très variable des liens entre colonisation et croissance économique des métropoles. Ces confrontations seront nécessairement riches de sens en illustrant les relations qui unissent histoire et géographie dans une approche géopolitique, nous y reviendrons.

(8) Paul Bairoch, *Victoires et déboires, Histoire économique et sociale du monde du XVI^e siècle à nos jours, 1997. Éditions Folio-Histoire 2002, tome 1.*

(9) Il n’est pas inintéressant de noter que, dans les deux cas, le sujet était l’étude de ces continents dans la mondialisation.

Cette même analyse vaut aux différentes étapes de sorte qu’à la fin du module deux, à la fin de la première année, c’est bien d’une vision de l’histoire du monde et de ses composantes dont on doit disposer : ce sera un temps précieux de gagné pour la 2^e année.

Hormis l’Australie, c’est la totalité du globe qui est ici en jeu. Cette vision globale au plein sens du terme nous paraissait en effet assez incontournable.

Cette vision est construite selon des axes Nord-Sud. On aurait pu envisager un module sur les pays du Nord, l’autre sur ceux du Sud. Le choix répond à d’autres objectifs notamment liés aux grands courants d’échanges et aux polarisations de l’économie mondiale. C’était aussi une manière d’insis-

ter sur le rôle d’une Afrique trop souvent oubliée des programmes et surtout sur les liens qui l’unissent à l’Europe.

Les continents ainsi étudiés constituaient pour nous un cadre pertinent pour la prise de conscience des rapports de force qui construisent la mondialisation. Dans une belle intervention devant les professeurs au cours d’une journée de réflexion sur ces programmes, Roland Pourtier pour l’Afrique, Bernard Bret pour l’Amérique latine⁹ ont montré tout l’intérêt de cette optique, le premier développant l’idée selon laquelle “l’échelle du continental épouse toujours le temps long”. Dans ce cadre l’étude des États peut fournir de belles études de cas ; *elle ne peut, sauf mention expresse du programme, constituer des sujets de concours.*

Non plus “Histoire et géographie économiques”, mais “Histoire, géographie et géopolitique” ■

Notre objectif est bien d’approcher l’intelligibilité de l’histoire des sociétés dans leur espace au cours du XX^e siècle. Pour y parvenir **l’analyse économique** nous fournit des outils précieux, notamment au travers de concepts qui renforcent nos problématiques. Nous ne pouvons pas étudier le Tiers-Monde et les Sud sans prendre en compte le concept de croissance (qui, nous le savons, ne fait pas que mesurer du quantitatif) et celui de développement (qui met en jeu l’étude d’une dynamique).

Nous ne pouvons étudier les bouleversements de l’Entre-deux Guerres et la grande mutation des années 1980 si nous confondons hausse des prix et inflation, inactivité et chômage. Modes de financement des entreprises, fonctionnement des systèmes monétaires, organisation et théories de l’échange international, dans tout cela l’analyse économique nous fournit de précieux outils.

Mais l’outil n’est pas la main et l’usage des concepts et théories doit se faire avec prudence : l’histoire ou la géographie se construisent par l’observation des faits, leur affinement qui permet de dégager l’essentiel et de les installer dans une optique d’intelligibilité, le fameux “fait stylisé”. Le débat initial sur la

mondialisation en est un bon exemple. Certains manuels sentent le besoin de se référer très souvent aux théories économiques. Ce n'est pas toujours mal à propos, **mais l'histoire géographie et géopolitique n'est pas l'AEHS des élèves de la voie économique.** D'ailleurs, quand il s'agit de l'espace mondial, on ne voit pas pourquoi on préférerait à l'approche braudélienne de l'économie monde, des constructions théoriques et analytiques plus hasardeuses. Aussi consultera-t-on avec bonheur les travaux de ceux qui, comme J-C. Asselain ou de F. Caron, ont su mettre au service du discours historien des approches d'analyse économique. On se méfierait d'approches fort pertinentes mais qui n'ont pas leur place ici ; on sera tout aussi méfiant vis-à-vis des manuels qui s'installent dans des démarches où le recours trop systématique à des théories mal éprouvées s'écarte de notre champ disciplinaire.

Histoire et géographie sont des sciences sociales. On sait que la première s'est longtemps plus volontiers inscrite au registre des sciences humaines. Les nouveaux programmes du lycée montrent avec quelle efficacité la seconde y est entrée à l'issue de sa révolution des vingt dernières années. Car la géographie économique telle qu'elle régnait dans l'ancien programme et dans l'empire qu'elle s'était construit dans l'après-guerre avait alors tout son sens : en un temps où la Guerre froide poussait sans cesse à la mesure de la puissance concrète, il n'était pas anormal de peser sans cesse les entités nationales, macroéconomiques et de mesurer leur puissance à l'aune de leurs performances statistiques et productivistes. Elles signaient ainsi leur puissance d'aménagement, de mise au service plus efficace de l'espace dont on disposait pour "faire de la croissance" et se situer sur l'échiquier international. On sait qu'aujourd'hui d'autres réalités s'imposent : l'homme amé-

nageur de Roger Brunet est aussi sommé de prendre en compte d'autres réalités et de scruter avec plus de finesse les conditions de l'insertion des sociétés. Il doit aussi se préoccuper de l'immatériel et des représentations.

C'est en quoi la troisième approche prend tout son sens. Parler de **géopolitique** est pour tout le monde à la fois très banal et très complexe. Très banal parce que la médiatisation de ce concept a accompagné celui de l'image dont il est porteur : la carte est devenue l'un des objets dont les télévisions (et après tout qui s'en plaindrait ?) usent de façon de plus en plus habituelle et certaines émissions comme *Le Dessous des cartes* se sont révélées d'un intérêt indiscutable. Dans le même temps, – et ce qui se passe parfois dans les réunions de professeurs en témoigne – le terme crée l'embarras.

Il n'est pourtant pas sûr que son raisonnement désarçonne les anciens élèves de terminale. Car relève bien de la géopolitique d'abord cette manière organisée de voir le monde qu'on leur a appris à pratiquer, d'en construire et d'en confronter les visions nombreuses à travers une approche qui fait système. Le synthétique apporte dans ce cas une vision ou permet de réfléchir sur les visions des autres comme un récent numéro de *Courrier international*⁽¹⁰⁾ en témoigne. Ils ont pris aussi l'habitude d'aller plus loin et de travailler sur le "système monde" en réfléchissant sur les interconnexions, la mise en évidence des espaces porteurs de davantage de dynamisme et les critères sur lesquels cette pesée s'appuie. Avec les débats sur la notion de **puissance** et ses critères selon la méthode chère à Gérard Dorel, ils ébauchent non seulement une géopolitique-constat mais une ré-

flexion de potentialités. Cette géographie passionnante est aussi constructrice des notions d'aires de puissance et, à l'opposé, de zones grises. Bref, il y a une méthodologie qui doit d'ailleurs inviter les étudiants à conserver précieusement ces cours de lycée.

Et cette **systemologie**⁽¹¹⁾ qui permet de construire une réflexion est aussi un puissant moyen critique dans la lecture du monde : le plus simplement possible, elle peut commencer par se déshabituer du planisphère modèle Mercator eurocentrique pour opter pour un planisphère centré sur les États-Unis. De la mondialisation, elle conduit à une réflexion sur l'uniformité liée à un enveloppement par l'économique de l'ensemble des réalités régies par la même règle du marché. C'est d'ailleurs pourquoi certains auraient préféré le terme de **géoeconomique** ramenant le système monde à la réalité que construit Fernand Braudel et qu'approfondit I. Wallertsein d'*économie-monde* qui renverrait à un monde où le politique, le culturel, les idéologies seraient des réalités toujours secondes. Nous savons bien que c'est là une des composantes de l'approche géopolitique, mais que celle-ci résulte de la réflexion que met en jeu un grand nombre de paramètres. Des voix très pertinentes se sont aussi élevées pour se demander si un tel programme ne pourrait légitimer des sujets portant sur l'étude des relations internationales (exemple : "l'État d'Israël depuis 1948"). **Cette interprétation ne nous paraît pas possible car elle aboutirait à confondre la géopolitique et les relations internationales.** Pour faire un sujet à caractère historique, géographique et géopolitique, on pourrait imaginer une question proche, par exemple sur le Moyen Orient dans la mondialisa-

(10) Numéro d'avril 2005.

(11) Gérard Dussouy, *Quelle géopolitique pour le XXI^e siècle*, éditions Complexes 2001. Un peu difficile mais passionnant.

tion dans la mesure où la question inclut alors des composantes politiques, économiques (le pétrole) religieuses (problème de l'Islam) etc...

Par ailleurs, l'approche de la méthode géopolitique est un beau fil rouge de l'étude de l'histoire contemporaine. Au début du XX^e siècle, on pourrait dire au temps de sa splendeur, elle s'épanouit de la recherche que font les États à résoudre le problème pour eux central : celui du territoire. Au temps où triomphe l'État-nation, la question des frontières est fondamentale pour faire la guerre mais aussi la paix : on convoque à Paris, pour les négociations de 1918-19 de prestigieux universitaires géographes, dont le français Emmanuel de Martonne est la figure emblématique. Au fond, penser l'espace pour maîtriser le monde, c'est bien l'objectif. Il débouche sur des visions qui donnent légitimité scientifique aux revendications les plus dures : "l'espace vital" conçu comme la légitime revendication de territoire en fonction du nombre qualifie les ambitions germaniques. Le débat sur les frontières bâties en fonction du principe des nationalités a même une histoire particulière car il légitime les revendications hitlériennes des années trente par les principes wilsonniens : l'hommage du vice à la vertu est ici patent. Mais, en tout état de cause, la pensée du monde chez les hommes d'État de l'Entre-deux-Guerres, qui tantôt cherchent à s'en protéger et tantôt à s'en emparer est bien centrale : à vivre dans un horizon de protectionnisme, on se préoccupe évidemment de posséder des territoires qui permettent de se passer de l'échange. L'affrontement des "having" et "having not" est bien une réalité de l'heure opposant les empires coloniaux et les États à l'étroit dans des territoires comme celui de l'Allemagne ou du Japon.

Cela valut à la géopolitique son discrédit – discrédit politique – qui lui valut le fameux ostracisme de 1949 prononcé en Sorbonne. Jamais l'ex-

pression selon laquelle "la géographie ça sert d'abord à faire la guerre" ne parut plus pertinente.

Dans les trente années qui suivirent, elle survécut pourtant dans sa mue géostratégique. Une version qui lui ôtait son essence-même pour la limiter à sa mise en action. Dans le cas de la Guerre froide et de la dissuasion nucléaire, la distance devient stratégique et les blocs, surtout le central ou soviétique, doivent conquérir de l'espace pour se mettre hors de portée des armes nucléaires de l'adversaire. Tout le jeu de la propagation du socialisme et de la riposte du *containment* est là. Du même coup, aussi, ce sont les facteurs internes qui s'ajustent : le contrôle des espaces sous-tend les politiques économiques qui doivent souder ces blocs et en contenir de nouveaux. L'invention de la notion de **sous développement** qui définit l'état de pauvreté comme lié à un retard potentiellement rattrapable si l'on fait les bons choix politiques est là. Les cartes s'écrivent en termes de puissance des États, nous le remarquons tout à l'heure.

La géopolitique est revenue sur la scène à un moment assez inattendu : elle qui raisonnait en termes de territoires retrouve son actualité au moment où ceux-ci semblent balayés par les réseaux ! Elle trouve même une force paradoxale après la Chute du Mur alors que le monde semble soudain constituer une entité plus unique. En fait, son retour en force, qui doit beaucoup à l'école française d'Yves Lacoste, se nourrit de l'idée que c'est d'abord une affaire de représentations – pas seulement d'imaginaire mais beaucoup d'idéologie – qui inclut la diversité d'un monde où les visions contradictoires s'affirment entre choc des civilisations et fin de l'histoire, désenchantement et retour du religieux. Elle n'oublie pas non plus de rappeler qu'il faut se hâter lentement dès lors que l'on annonce la fin des conflits territoriaux.

Voilà pourquoi le lien entre histoire et géographie démultiplie sa force d'intelligibilité à travers l'approche géopolitique. Il permet aussi de poser de manière nouvelle la question des méthodes de travail.

Des méthodes de travail renouvelées ■

A quoi sert un programme s'il ne se préoccupe pas des conditions de travail qu'il propose aux étudiants ? Trois points méritent, à notre avis, d'être ici regardés :

• **Tout ce qui a été souligné ci-dessus montre bien la nécessité constante d'un apprentissage actif et réfléchi.** Après tout, ce n'est qu'une autre manière de dire que ni l'histoire ni la géographie ne se nourrissent d'une réalité à disposition et qu'il suffirait d'observer. Le savoir qu'elles diffusent est un savoir construit : le XX^e siècle n'a aucun passé saisissable a priori : il a une histoire construite et le Monde n'est intelligible qu'après des mises en ordres qui, selon le point de vue où elles se placent, sont radicalement différentes. Il ne s'agit pas ici d'un discours de scepticisme radical mais au contraire de l'affirmation qu'histoire et géographie sont un discours logique, fondé sur des réalités dont la mise en ordre permet l'intelligibilité. D'où la réflexion permanente qui doit en résulter. D'où l'intérêt, aussi, de faire du cours, lieu d'acquisition par excellence, un espace de construction d'un savoir. On ne part pas d'un cours avec x pages de notes prises à la hâte et que le travail personnel permettrait de comprendre. Drôle de paradoxe qui conduirait à être totalement passif quand on est en présence du professeur et soudain critique quand on est seul. Le cours, aussi souvent que possible comme

le rappellent les instructions, est une **leçon** entamée par une introduction, développant une démonstration que clôt une conclusion. Le travail personnel est ensuite de relecture voire de mémorisation mais surtout de prolongement au travers des lectures bien ciblées. Nous savons d'ailleurs trop combien le temps passé en classe limite et rend indispensable à la fois le travail personnel. Paradoxalement, c'est pour les classes préparatoires qui recrutent les meilleurs étudiants que l'on tient parfois un langage où le quantitatif exerce une espèce d'hégémonie. Or, si le cours est le lieu central de l'étude, on ne peut y être efficace sans avoir pris le repos nécessaire et s'y être préparé. Ces deux approches fondent une stratégie de travail personnel dont la mise en œuvre tactique relève de chacun.

• **De cette approche en découle une autre : si la construction du cours permet d'affermir sans cesse la capacité à la construction problématique, il est tout aussi clair que toutes les formes d'intelligibilité et de représentation doivent être mises en œuvre.** D'où la place fondamentale de la **cartographie**. Son usage est à comprendre à trois niveaux : didactique, de représentation et d'évaluation.

Didactique : là où histoire et géographie se mêlent en permanence, aucun chapitre ne peut se passer d'une étude préalable de la carte du monde, que l'on se situe en 1900, en 1920 ou en 1947. Plusieurs "tableaux du monde" y appellent avec vigueur.

De représentation : ce que nous avons dit de l'approche géopolitique montre que chaque réalité se cartographie de manières différentes et complémentaires supposant toujours de combiner des approches d'information et de confrontation critique. On propose aujourd'hui d'introduire le commentaire de ce type de docu-

ments : sans préjuger des conclusions, comment n'y pas voir au quotidien un exercice fructueux.

D'évaluation en notant bien que, pour certaines écoles, la carte-croquis reste un exercice incontournable. On ne peut donc l'omettre d'aucun chapitre, même historique.

Cartographie donc et cartographie encore : moins pour simplement reproduire comme dans l'exercice de la "mineure du bac" qui aura eu le mérite d'apprendre les techniques nécessaires que comparer, déceler ce que contient de force de compréhension une carte, être en mesure de la critiquer. Nous revoici en pleine géopolitique¹².

• Enfin une dernière démarche dans une liste qui n'est pas limitative : **l'étude de cas**, excellent exercice de travail personnel. Reprenons l'exemple de la carte du monde au XX^e siècle. Nous allons y faire apparaître la notion de **pays industrialisés**. Une bonne méthode peut-être, à partir du cas des États-Unis ou de l'Allemagne, de définir le contenu de la notion de "pays industrialisé". A cette lumière ensuite, nous pourrions saisir l'originalité de l'Angleterre dont le niveau de maturité est tel qu'elle est presque en lisière. Même exercice incontournable : il concerne la France. S'interroger pour savoir si elle est en retard, c'est bien mesurer quels critères elle intègre qui permettent de parier pour son état de pays industriel. Ajoutons que la démarche d'étude de cas est tout à fait dans la ligne des études de gestion et qu'elle intègre un savoir faire qui permet ensuite de développer, dans un devoir, son symétrique, celui de l'exemple. *En amont, l'étude de cas permet la construction de notion et le passage de la réalité à sa conceptualisation ; en aval l'exemple permet d'illustrer la notion et de montrer le degré de pertinence de l'énoncé problématique.*

Conclusion ■

Au terme de cette approche du programme, deux conclusions s'imposent : que les étudiants sachent d'abord se doter des méthodes qui fassent des quelques 350 heures passées à l'étude de cette discipline un temps d'apprentissage efficace et rentable qui les débarrasse de son image de lourdeur.

Nous voudrions ensuite qu'ils mesurent que, derrière ce choix, est une conviction : celle qu'une société avance quand ses acteurs ont pleinement conscience des enjeux dans lesquels ils déploieront leur action.

Le programme, parce qu'il a pour vocation de faire réfléchir sur le Monde, doit aussi aider à en comprendre la bienfaisante complexité et les enjeux : l'envahissante réalité de la règle du marché ne doit pas faire oublier l'avant 1989 et la disparition de pans entiers de totalitarisme ; l'uniformité risquée, dénoncée et souvent exagérée (comme le montre l'approche de l'étude culturelle des continents) est un phénomène qui ne peut faire oublier que le "village planétaire" est le champ d'une solidarité révélée par de grands événements. L'étude du monde contemporain montre qu'il comporte des marges d'action et que l'idée de progrès a encore un sens.

La réflexion sur le monde ne doit pas apprendre non plus l'illusion. Elle vise à une intelligibilité créatrice et critique. On ne va pas en cours d'histoire géographique pour le triptyque copier-mémoriser-réciter seulement, on y va pour surtout apprendre un contenu mesurable et capitalisable, débattre chaque fois que le professeur et les objets étudiés le proposent et construire une approche intelligente, c'est à dire pour partager.

G. M.

(12) Faut-il rappeler que, pour certaines écoles, la carte est incontournable et intéresse du coup, selon les sujets, des thématiques qui peuvent être aussi historiques.